



Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013, ISBN 978-2021082289.

960 pages, et pourtant une lecture qui restitue l'air du temps, moins idéologique, plus rapide, voire plus aisée que celle du traité de Karl Marx dont le titre est repris et actualisé. Le lecteur profane suit et comprend à peu près tous les raisonnements. Il apprécie l'effort de pédagogie tout en ayant l'impression, justifiée, que l'auteur ne simplifie pas et s'appuie sur les recherches internationales (notamment nord-américaines) les plus actuelles. L'ouvrage se compose de trois parties de longueur inégale, d'abord un rapide retour sur l'histoire économique du monde, ensuite la dynamique du rapport capital/travail et enfin les 3/5^e de l'ouvrage, la structure des inégalités. Présenté ainsi, l'ouvrage paraîtra abstrait. Il ne l'est en rien.

La première partie permet de rappeler les grandes tendances, à savoir que l'« émergence » de certaines puissances (la Chine, l'Inde, etc.) n'est qu'un juste retour des choses, encore incomplet, et que d'autres régions n'ont pas encore donné (notamment l'Afrique). Dès cette partie l'auteur insiste sur une idée centrale de son ouvrage : les guerres mondiales du XX^e siècle ont mis (provisoirement) fin à la prédominance de la rente (revenu du capital) sur le travail dans le monde développé. Jane Austen et Balzac ont décrit un monde qui semble révolu aujourd'hui aux lecteurs des pays riches ou en voie de le devenir (la Turquie du romancier Orhan Pamuk), mais qui reste encore actuel pour les compatriotes du romancier égyptien Naguib Mahfouz. La deuxième partie montre toutefois que depuis les années 1970 le XIX^e siècle revient dans les pays riches et qu'il vaut mieux, en période de croissance faible et d'inflation réduite, être héritier et possesseur de capital que compter sur les seuls revenus de son travail pour bien vivre : à la hausse du niveau de vie général et à ses tendances égalisatrices durant les Trente Glorieuses, à l'instauration d'impôts confiscatoires aux Etats-Unis et surtout aux Royaume-Uni succède une tendance générale à l'aggravation des inégalités. La dernière partie réfléchit aux solutions : comment enrayer ce processus de domination croissante du capital sur le travail qui est la cause de l'accroissement de la dette publique, le rendement du capital étant plus important que la croissance économique ? Trois solutions possibles : l'impôt sur le capital, l'inflation ou l'austérité. Les deux dernières solutions sont rejetées, inefficaces et injustes, la deuxième correspondant aux politiques actuellement menées dans la zone euro. C'est ici qu'intervient la dimension proprement européenne de cet ouvrage. L'auteur réclame une certaine transparence des décisions au niveau de l'Union européenne. Comme tous les observateurs, il note qu'il fut imprudent de créer une zone monétaire sans autorité politique et réclame un renforcement politique de la zone euro à partir d'une implication plus grande des parlements nationaux et moins grande des tribunaux constitutionnels des différents pays, dont les juristes ont par nature une attitude conservatrice. Il plaide surtout pour une imposition raisonnée du capital, au niveau européen et mondial, impliquant la disparition des paradis fiscaux. Le fonds de rédemption, afin de mutualiser les dettes publiques de la zone euro, auquel il fait rapidement allusion en citant (sans le dire) le programme électoral du SPD, est une revendication à laquelle ce parti a renoncé lors du contrat de coalition. Il est ici impossible de revenir sur quantité d'aperçus intéressants, sur l'histoire économique du monde, sur l'intérêt (ou non : ce qui est plutôt l'avis de l'auteur) d'une politique volontariste d'investissement dans les « nouvelles énergies », sur la physionomie et l'évolution

des inégalités dans le monde développé, sur la démographie, et nous oublions beaucoup d'aspects. Deux petits regrets : ce livre mériterait d'être abrégé, pour faire moins peur au lecteur (pressé)... et l'absence d'une réflexion (mais on ne peut pas tout dire) sur l'enjeu de l'éducation, qui, selon nous, est particulièrement crucial pour un pays comme le nôtre. Inégalités criantes, dépenses importantes, mais ineffectives, résultats très décevants et qui ne s'amélioreront pas, vu les politiques décidées par des élites françaises (de droite comme de gauche) bien décidées à conserver leur position dominante en période de restriction, c'est ici que l'abandon de larges secteurs de la population française est particulièrement visible. Une lecture stimulante et qui donne au lecteur non averti l'impression de mieux comprendre notre monde, y compris dans la longue durée. François Genton.